



Amélioration des peuplements forestiers

Mesure 8, sous mesure 08-06, déclinaison 08-06-01

APPEL A CANDIDATURES N°1-2017 - FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Date limite de dépôt du dossier complet : 31/03/2017

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir**

Qui contacter pour toute information ? Où faire parvenir votre dossier de candidature ?	Direction Départementale des Territoires (DDT) du département de la situation des travaux envisagés
DDT des Ardennes	DDT de la Marne
Service environnement 3 rue des Granges Moulues BP 852 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES cedex ☎ 03 51 16 50 00 ddt-se@ardennes.gouv.fr	Service Environnement, Eau, Préservation des ressources 40 boulevard Anatole France BP 60554 51022 CHALONS EN CHAMPAGNE cedex ☎ 03 26 70 80 00 ddt-seepr@marne.gouv.fr
DDT de l'Aube	DDT de Haute Marne
Service économies agricoles et forestières 1 Bd Jules Guesdes B.P. 769 10000 TROYES ☎ 03 25 71 18 25 ddt-seaf-bdrf@aube.gouv.fr	Service Environnement, Forêt 82 rue du Commandant Hugueny CS 92087 52903 CHAUMONT Cedex ☎ 03 51 55 60 32 frederic.larmet@haute-marne.gouv.fr

Le présent formulaire est accompagné de :

Annexe 1 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 2 : Etude préalable

Annexes 3 : Déclaration des aides de Minimis

Annexe 4 : Modèle de mandat

Annexe 5 : Listes des propriétaires

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

NOM DU DEMANDEUR	
Date de dépôt de la demande d'aide	| | | | / | | | | / | | | | | | | |
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	| | | | / | | | | / | | | | | | | |
N° administratif de dossier (Osiris)	R CHA - | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Totaux par nature d'opérations

Surface totale projetée en opération de sélection et de détournage de tiges d'avenir	|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
Surface totale projetée en élagage	|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
Surface totale projetée en reboisement	|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
Surface totale projetée en conversion par régénération naturelle	|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
Surface totale du projet (plafonnée à 50 ha dans le cadre de cet appel à candidature)	|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|

b) Nature, descriptif du projet (*intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs,*)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

c) Garantie de gestion durable (*cocher obligatoirement au moins une case et joindre obligatoirement le justificatif précisé par la notice*)

Les parcelles constituant le projet bénéficient d'une garantie de gestion durable suivante :

- Aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- Plan simple de gestion obligatoire
- Plan simple de gestion volontaire
- Règlement type de gestion
- Adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles
- Autre à préciser :

(Zone NATURA 2000 : si existence DOCOB, adhésion à une charte ou à un contrat, article L.122-7 du code forestier)

d) Calendrier prévisionnel des investissements (*attention à être cohérent avec les délais indiqués dans l'AAC*)

· Date prévisionnelle de début des travaux : _____ (mois, année)

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	|_|_|_|_|_|_|_|

· Date prévisionnelle de fin des travaux : _____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

L'ensemble des dépenses éligibles sont indiqués dans la notice

a) Les dépenses matérielles éligibles présentées dans le cadre de cette demande

Élément tel qu'indiqué sur le plan cadastral	Nature des actions (sélection et détournage, élagage, reboisement, conversion par régénération naturelle)	Précision de l'action (essence)	Prix unitaire en € HT / hectare	Surface demandée (en hectare)	Montant prévisionnel HT en € par action
TOTAL des dépenses matérielles					

b) Les dépenses immatérielles éligibles directement liés directement au projet présentées dans le cadre de cette demande :

Rappel : les dépenses immatérielles sont plafonnées à 10% des dépenses liées aux investissements matériels HT. Pour être éligibles, elles doivent être suivies des investissements matériels correspondants.

Poste de dépenses et nature de l'action	Nom du prestataire à l'origine du devis présenté et retenu (doit correspondre avec le devis fourni, identifié comme étant retenu)	Précision et/ou observation	Montant prévisionnel HT en €
TOTAL des dépenses immatérielles			

TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES : attention les montants doivent être cohérents avec les devis présentés et avec les totaux.

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT en €
Investissements matériels	
Investissements immatériels	
TOTAL des dépenses	

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Plan de financement	Montant prévisionnel HT en €
Coût global du projet	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_|
Evaluation du total des dépenses éligibles Dont le montant de la subvention ⁽¹⁾ sollicitée au titre de cette demande Soit 40% (*) du total des dépenses éligibles |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_| €	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_|
Emprunt ⁽²⁾	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autre	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_|
Auto - financement	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_|

(1) Préciser si vous avez fait d'autres demandes pour ce projet auprès de financeurs publics :

oui non

Si oui : précisez le financeur et le montant d'aide sollicité

_____ |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_| €

(2) Le prêt a-t-il déjà été accordé par l'établissement bancaire ? :

oui non sans objet (pas de prêt)

() au moment de la rédaction de ce formulaire, aucun régime d'aides d'Etat n'est validé ; le taux d'aides sera adapté au régime d'aides d'Etat adopté lorsque celui-ci sera connu et sera précisé dans l'engagement juridique*

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur pour le projet :

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux demandés par le biais de la présente demande et que ceux précisés dans le plan de financement,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, et notamment être informé que ces délais devront, le cas échéant, être réduits afin de respecter l'obligation de déposer auprès du guichet unique, au plus tard à la date indiquée dans la convention juridique, ma dernière demande de paiement accompagnée de l'ensemble des justificatifs
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande.
- être à jour de mes cotisations sociales (GF, GFA, GFR)

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide,
- à informer la DDT (guichet unique) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à transmettre à la DDT la déclaration de début des travaux dans les délais impartis,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet
- à remplir les obligations de résultat figurant en annexe 1 de l'appel à candidature,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux déjà indiqués précédemment,
- à fournir aux services instructeurs les liasses fiscales, le cas échéant, des 3 dernières années, sur demande,
- respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du MAAF pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- à respecter les règles de publicité qui m'auront été précisées au moment de la décision juridique,
- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR N'EST PAS LE PROPRIETAIRE : (Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
- que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

J'atteste

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et des pièces jointes,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance de l'obligation d'utiliser soit un système de comptabilité séparé soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération,
- respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Réservé au service instructeur
Exemplaire original de la demande complétée et signé par le représentant légal du porteur de projet	Tous	<input type="checkbox"/>	
Extrait de la matrice cadastrale de l'année en cours, acte notarié	Tous	<input type="checkbox"/>	
Grille de sélection du dossier de demande d'aide -annexe n°1	Tous	<input type="checkbox"/>	
Etude d'opportunité (données obligatoires à fournir) – annexe n°2 en totalité	Tous	<input type="checkbox"/>	
Etude de faisabilité préalable à la réalisation des travaux, notamment en matière de durabilité environnementale – sur la base de la partie n°7 de l'annexe n°2, à développer pour démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs Natura 2000	Tout projet situé en zone natura 2000	<input type="checkbox"/>	
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire – annexe n°3	Tous	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tous	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense (fournir obligatoirement au moins 2 devis par nature dépenses dont le montant est supérieur à 1000 € HT)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à RTG ou CBPS) et attestation sur le taux de réalisation des travaux et sur leur conformité	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'engagement dans une démarche d'éco certification des forêts (PEFC, FSC, ...)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (en format IBAN)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Extrait K-bis (moins de 3 mois)	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	
Exemplaire des statuts à jour	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	
Mandat des propriétaires – annexe n°4	Structure de regroupement ou mandat donné à un propriétaire pour le projet groupé, ou mandat donné au gestionnaire	<input type="checkbox"/>	

Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés – annexe n°5	Projets groupés	<input type="checkbox"/>	
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur)	<input type="checkbox"/>	
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	En cas d'indivision ou de propriété partagée	<input type="checkbox"/>	
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du cogérant, en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ...	<input type="checkbox"/>	
Eléments relatifs au respect du code des marchés publics : CCTP/CCCA/publicité de l'appel d'offres/analyse des offres	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ...	<input type="checkbox"/>	
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale relative au projet (mandat...)	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au guichet unique.

Annexes au formulaire de candidature N°1-2017

A remplir et à joindre au dossier de candidature datées et signées

**Date limite de dépôt du dossier complet au guichet unique :
31/03/2017**

Annexe 1 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 2 : Données obligatoires à préciser dans l'étude d'opportunité et ou étude préalable

Annexe 3 : Déclaration des aides de minimis

Annexe 4 : Modèle de mandat

Annexe 5 : Tableaux listant les propriétaires

ANNEXE 1

Grille de sélection du dossier de demande d'aide

8.6.1 Cotation globale du dossier de demande d'aide		/55
NOM :	Numéro de dossier :	
Niveau de production actuelle et attendue		/25
Surface Terrière (ST) moyenne actuelle du peuplement (en m²/ha)		
ST < 5	<input type="checkbox"/>	/5
5 < ST < 10	<input type="checkbox"/>	/4
10 < ST < 15	<input type="checkbox"/>	/2
Production de bois actuelle (en m³/ha/an)		
Moins de 4 m ³	<input type="checkbox"/>	/5
De 4 à 6 m ³	<input type="checkbox"/>	/3
Plus de 6 m ³	<input type="checkbox"/>	/2
Présence d'une pathologie condamnant le peuplement		
Oui	<input type="checkbox"/>	/5
Type de travaux envisagés		
Transformation	<input type="checkbox"/>	/5
Conversion	<input type="checkbox"/>	/3
Amélioration	<input type="checkbox"/>	/1
Augmentation de la production de bois de qualité en volume		
Augmentation > 50 %	<input type="checkbox"/>	/5
30 % < Augmentation < 50 %	<input type="checkbox"/>	/3
10 % < Augmentation < 30 %	<input type="checkbox"/>	/1
Séquestration du carbone		/5
Augmentation du stockage de carbone (liée à la production supplémentaire de bois)		
Augmentation > 50 %	<input type="checkbox"/>	/5
30 % < Augmentation < 50 %	<input type="checkbox"/>	/3
10 % < Augmentation < 30 %	<input type="checkbox"/>	/2
Qualité environnementale du projet		/8
Mise en œuvre de moyens pour limiter les dégâts sur les sols		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Mise en œuvre de moyens pour préserver les fossés		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Périodes d'intervention adaptées à la faune (reproduction)		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Pas d'utilisation de produit phytosanitaire		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Eco responsabilité/ Engagement dans une démarche d'éco certification des forêts		/17
Eco certification		
Depuis plus de 5 ans	<input type="checkbox"/>	/5
De plus d'1 à 5 ans	<input type="checkbox"/>	/3
Moins d'un an	<input type="checkbox"/>	/1
Gestion durable de la forêt et suivi de l'exécution du document de gestion durable		
Surface de votre forêt : < 4ha		<input type="checkbox"/>
Vous avez un document de Gestion :		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Si oui, précisez quel document de gestion :		
Surface de votre forêt : de 4 à moins de 25 ha		
Vous avez un document de Gestion :		
Oui	<input type="checkbox"/>	/2
Taux de réalisation du document de gestion depuis 2005		
Moins de 75 %	<input type="checkbox"/>	/3
Plus de 75 %	<input type="checkbox"/>	/5
Surface de votre forêt : > 25 ha		
Taux de réalisation du PSG depuis 2005 :		
De 60 à moins de 80 %	<input type="checkbox"/>	/2
De 80 à moins de 90 %	<input type="checkbox"/>	/4
Plus de 90 %	<input type="checkbox"/>	/5

Qualité des travaux prévus dans le présent dossier		
Travaux à réaliser par des entreprises certifiées PEFC ou engagées dans une démarche reconnue par PEFC France		/2

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 2

Données obligatoires à présenter dans l'étude d'opportunité et/ou étude préalable aux travaux (zone natura 2000)

Surface totale des travaux du projetha :
 Commune principale de situation des travaux :
 Nombre d'îlots (éléments travaillés géographiquement distincts) :

1 - Description du peuplement initial

<input type="checkbox"/> Taillis simple	<input type="checkbox"/> Mélange Taillis-futaie	<input type="checkbox"/> Futaie de qualité médiocre non adaptée à la station forestière	
		<input type="checkbox"/> Structure régulière	<input type="checkbox"/> Structure irrégulière
<input type="checkbox"/> Balivable (> 60 tiges d'avenir bien réparties par ha) <input type="checkbox"/> Non balivable	Richesse en réserves : <input type="checkbox"/> > à 80/ha bien réparties <input type="checkbox"/> entre 40 et 80/ha bien réparties <input type="checkbox"/> < 40/ha Qualité des réserves : <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> moyenne <input type="checkbox"/> médiocre Surface terrière des réserves : m ² /ha	Hauteur dominante :m Diamètre moyen à 1,30m : cm Densité : tiges / ha	Surface terrière :m ² /ha
Age du taillis ans	Age du taillis ans	Age des arbres .....ans	

Essences et proportion de chaque essence :

- de la futaie :
 - du taillis :

2 - Etat de la régénération naturelle au moment de la rédaction de cette fiche

Présence de semis : OUI NON
 Nombre moyen estimé de semis/ha sur les tâches de semis :semis/ha toutes essences confondues dont semis/ha de chênes, hêtre ou feuillus précieux.
 % des parcelles à travailler couvertes par les tâches de semis :%
 Hauteur moyenne des semis :

* l'âge est donné à 5 ans près ou par classe de 5 ans pour le taillis (par exemple taillis de 20 à 25 ans) et à 10 ans près ou par classe de 10 ans pour la futaie, sauf pour les peupleraies et les futaies régulières artificielles pour lesquelles l'âge exact est généralement connu

3 - Calendrier des exploitations dans le peuplement

Date de la coupe d'ensemencement et/ou du relevé de couvert :
 Date des coupes secondaires:
 Date de la coupe définitive :

4 - Produits commercialisables du peuplement en place
A fournir, sauf dans le cas de travaux portant sur un taillis simple non balivable

Répartition de la surface terrière en m²/ha par catégories de diamètre

Essence	(G) - PB 17,5 – 27,5	(G) - BM 27,5 – 47,5	(G) - GB 47,5 et plus	(G) - Total

	Quantité présumée sur écorce	Unité (m ³ ou tonnes)	Prix unitaire estimé (€ / m ³)	Valeur totale estimée (€)
Bois d'œuvre/bois d'industrie				
Taillis et sous étage				
Houppier				
Valeur totale estimée du peuplement				

5 - Station

La zone du projet est-elle couverte par un catalogue ou guide simplifié des stations ? :

<input type="checkbox"/> Oui Nom du catalogue ou guide : Référence(s) de la ou des station(s) concernée(s) : Essence(s) recommandée(s) par le guide pour chaque station identifiée : Observations particulières :	<input type="checkbox"/> Non Topographie <input type="checkbox"/> Plateau <input type="checkbox"/> Fond de vallon <input type="checkbox"/> Pente% et exposition Profondeur du sol : cm Structure et texture Profondeur d'apparition d'hydromorphie :cm Calcaire actif dans les 40 premiers cm : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

6 - Production actuel (production moyenne pour les essences objectifs)

1) .....	.....m ³ /ha/an	3) .....	.....m ³ /ha/an
2) .....	.....m ³ /ha/an	4) .....	.....m ³ /ha/an
Production escomptée (production moyenne attendue pour les essences objectifs) après travaux			
1) .....	.....m ³ /ha/an	3) .....	.....m ³ /ha/an
2) .....	.....m ³ /ha/an	4) .....	.....m ³ /ha/an

7 - Evaluation de l'impact environnemental - Partie qui servira de base à l'établissement d'une étude préalable aux travaux et qui devra démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs du réseau natura 2000 – Etude obligatoire à fournir pour tout projet situé en zone Natura 2000

Si les terrains sur lesquels est situé le projet sont inclus dans un (des) périmètre(s) particulier(s), cocher la (les) case(s) correspondante(s) :

- Milieu naturel inventorié ou protégé (ZNIEFF, réserve naturelle, arrêté de protection de biotope)
- Site Natura 2000 : préciser le nom du ou des sites concernés :
- Présence d'espèces protégé(e)s ou de milieux d'intérêt patrimonial (préciser lesquels) :
.....
- Patrimoine (Site classé ou Site inscrit, périmètre de 500m d'un monument historique inscrit ou classé, Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager)
- Eau : Périmètre de captage d'alimentation en eau potable
- Espace boisé classé à conserver au POS / PLU (renseignement en mairie)
- Autre (préciser) :
.....

Impact sur les sols :

Le sol est-il sensible au tassement (*par exemple, vous constatez l'apparition de joncs lors des débardages*) :

- oui non

Lors des travaux projetés, mesures prévues pour limiter le tassement :

.....

Impact paysager (*visibilité de la parcelle depuis l'intérieur ou l'extérieur du massif forestier, proximité d'habitations ou de voies de circulation, massif très fréquenté ...*) : faible modéré fort

Commentaire éventuel en cas d'impact fort :

.....

Mesures prévues pour tenir compte des contraintes environnementales (*à remplir obligatoirement en cas de périmètre environnemental, d'espèces ou milieux patrimoniaux, d'impact paysager et notamment pour tout projet situé en zone Natura2000*) :

.....

Capacité de séquestration du carbone (suivant l'annexe 2 de l'appel à candidature)

	Peuplement existant	Futur peuplement
Surface terrière moyenne selon la potentialité de la station (en m ² /ha)		
Production moyenne de bois selon la potentialité de la station (en m ³ /ha/an)		

Fait àle.....

Le demandeur
Signature et cachet

Le maître d'œuvre (si différent du demandeur)
Signature et cachet

ANNEXE 3

Déclaration des aides de minimis

Nom du bénéficiaire :

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) représentant de, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare :

- n'avoir reçu aucune aide de minimis² durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de minimis² listées³ dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides de minimis sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,

¹ Pour les subventions octroyées aux associations, il convient d'utiliser le formulaire Cerfa 1215603 accessible sur le www.servicepublic.fr,

² Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

³ Si vous avez reçu une aide de minimis, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire: (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...), Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de minimis,

Date de l'attribution de l'aide de minimis ³	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ⁴	Type d'aide de minimis (général)	Montant de l'aide (en euros)
TOTAL			

4 le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a des établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf, ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide de minimis de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptable bien l'ensemble des aides de minimis versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des quatre liens suivants:

- une entreprise à la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise à le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou d'une surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci, ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

5 Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

Date de demande de l'aide de minimis si non encore perçues	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de minimis (général,)	Montant de l'aide (en euros)
TOTAL			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature

(indiquer le nom et la qualité du signataire)

⁴ le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200000. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a des établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf, ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 200000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptable bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des quatre liens suivants:

- une entreprise à la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise à le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou d'une surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci, ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

⁵ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

ANNEXE 4

Modèle de mandat

CONVENTION DE MANDAT DE GESTION ET/OU DE PAIEMENT

(ce mandat type est utilisable soit dans le cas d'un mandat de gestion, soit dans le cas d'un mandat de paiement, soit dans le cas d'un mandat de gestion et de paiement)

Je soussigné
né(e) le à
demeurant à
MANDANT (a)
agissant en qualité de :

Si représentant d'une personne morale :

	Représentant légal de : Ayant son siège social à : N° SIRET :
	Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) :

désigne comme MANDATAIRE (b)

.....
.....
...
né (e) le A
demeurant à
.....

Si représentant d'une personne morale :

	Représentant légal de : Ayant son siège social à : N° SIRET :
	Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) :

QUI ACCEPTE LE MANDAT au titre de l'aide (nom du dispositif) :
Pour

- constituer et déposer le dossier de demande d'aide
- signer les engagements relatifs au projet
- (*) percevoir sur le compte n° IBAN :
BIC
au nom de
- me représenter lors des contrôles

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au service instructeur, ainsi qu'à l'Agent Comptable de l'ASP (Agence de Services et de Paiement) dans le cas d'un mandat de paiement. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Date et signature du / des mandants (a) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour pouvoir »	Date et signature du mandataire (b) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour acceptation »

(*) Cette ligne ne doit être cochée que dans le cas d'un mandat de paiement.

Pièces à joindre (*) obligatoirement pour le mandataire, et en cas de mandat de paiement pour les mandants, signataires d'un mandat sous seing privé :

Les pièces déjà fournies au service instructeur et encore valides n'ont pas à être jointes à nouveau

- **Représentant d'une personne morale :**

o **Représentant légal** : précision de la qualité dans le mandat **et** copie de la pièce d'identité

o **Autre ou si qualité non précisée** : copie du pouvoir habilitant à représenter la personne morale **et** copie de la pièce d'identité

- **Personne physique** : copie de la pièce d'identité.

Il est rappelé que le mandat est personnel, il n'est ni cessible ni transmissible.

ANNEXE 5

Liste des propriétaires

Nom des propriétaires	Surface totale de ses propriétés	Surface travaillé	Garantie de gestion durable		Adhésion à un organisme de gestion durable des forêts	
			Oui / Non	Type (PSG obligatoire, PSG volontaire, RTG, CBPS, Aménagement)	Oui / Non	numéro d'adhésion